

## Rapport de Mission

### Entrepreneuriat féminin dans quelques quartiers de Pikine (Sénégal)

André Joyal

L'objectif de la mission consistait à vérifier les potentialités et les besoins de l'entrepreneuriat féminin tel que pratiqué dans quelques quartiers de Pikine, une des quatre grandes villes de la Communauté urbaine de Dakar. Le choix de cette ville s'explique à la fois par son taux très élevé de pauvreté et par l'existence de groupes de femmes ayant pris l'initiative de se regrouper sous la forme de Groupements d'intérêt économique (GIE) en vue de transformer et mettre en marché différents types de produits. Ce faisant, ces femmes visent l'amélioration de leurs conditions de vie à travers l'activité économique seule garante d'une plus grande autonomie et d'une amorce de solution à leur état de précarité chronique. La préparation d'un diagnostic à partir d'entrevues auprès d'un certain nombre de tels regroupements ainsi que d'une gamme variée d'informations recueillies auprès de représentants d'organismes étatiques et non gouvernementaux d'envergure nationale et internationale devra, nous l'espérons, conduire à la proposition d'un programme de formation et d'encadrement susceptible de répondre aux besoins exprimés par les intéressées elles-mêmes.

#### LE CONTEXTE

Suite à une forte migration rurale des quelque vingt dernières années, Dakar recueille en son sein pas moins de 21,6% des dix millions d'habitants du Sénégal. Cette évolution s'accompagne d'une aggravation des conditions de vie facilement observable, surtout depuis 1994, alors que le CFA a fait l'objet d'une nouvelle parité faisant chuter le pouvoir d'achat de façon significative. Avec un revenu global annuel par habitant d'environ 665\$US, la population estimée comme vivant une situation de pauvreté s'élève à 60%.

Puisque notre intervention se situe auprès des femmes parmi les plus démunies, il devient intéressant de prendre en considération les données révélées par l'indicateur sexospécifique de développement humain que fait ressortir le Rapport Mondial sur le Développement Humain, du PNUD, pour l'année 2002. On y apprend que le taux d'alphabétisation des femmes sénégalaises n'est que 27,6% alors que celui des hommes s'élève à 47%. De même, on constate que leur taux de scolarisation dépasse à peine les 30% alors qu'il est de 40% chez les hommes. Il ne faut donc pas se surprendre si le revenu moyen des premières ne représente que 55% des seconds. Ici comme ailleurs, la pauvreté à un sexe et il est avant tout, faut-il le souligner, féminin. Trop souvent abandonnée par un mari polygame, la femme sénégalaise n'a d'autre recours, pour sa survivance et celle de ses enfants, que de recourir à des expédients au sein de l'économie informelle: vendeuse de fruits et légumes, transformation des poissons, femme de ménage, laveuse, journalières pour de petites entreprises qui n'offrent aucune assurance sociale. Faut-il s'étonner qu'une étude de la Confédération Internationale des Syndicats Libres qualifie les emplois occupés par les femmes dans l'économie informelle de : dangereux, dégradants et dégoûtants. En fait, une simple promenade dans Pikine suffit pour avoir une idée de l'ampleur du drame socio-économique qui s'y déroule.

Créée ex-nihilo en 1952 par les autorités coloniales afin de relocaliser les populations les plus misérables du centre de Dakar, Pikine est devenue une citée autonome en 1996. Étant donné l'importance de l'exode rural, la ville se trouve aujourd'hui dans un état de forte surpopulation qui donne lieu à la formation de

nouveaux quartiers très insalubres, dépourvus de systèmes d'évacuation des eaux usées et de prélèvement des ordures. Durant l'hivernage, étant chassés par les inondations, de nombreux ménages doivent trouver ailleurs des abris de fortune. De telles conditions, on le devine bien, ne peuvent être que favorables à l'essor du paludisme. Diverses études démontrent également qu'un tel environnement s'avère un facteur incitatif au développement de l'insécurité surtout en soirée compte tenu de l'absence de système d'éclairage.

Comme le signale Fatime Christiane N'Diaye, du Bureau international du travail (BIT), compte tenu du drame quotidien que vit la majorité de la population, de nombreuses structures privées ou publiques sont implantées à Pikine pour offrir leur concours. Ainsi, un nombre varié d'ONG interviennent dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation, du financement décentralisé et dans l'assainissement<sup>1</sup>. C'est dans ce contexte que prolifèrent depuis quelques années les Groupes d'intérêt collectifs. Ces organismes cherchent à contrer une situation que vivent les travailleuses africaines de façon générale à savoir une féminisation du travail précaire accompagnée d'une <informalisation> de leurs efforts et d'une féminisation de la pauvreté.

## LES GROUPES D'INTÉRÊT COLLECTIF

À mi chemin entre la société anonyme à responsabilité limitée et la formule coopérative, les GIE constituent une entité juridique <à la française> que semble privilégier de plus en plus les divers groupes de femmes du grand Dakar en se plaçant dans le giron de quelques leaders locales d'où émane la présidente de chaque GIE. Selon Fatime Christiane N'Diaye, c'est l'extrême dénuement qui incite les femmes à se regrouper au delà du clan, du village et de l'ethnie. Ces nouvelles formes de solidarité prennent leur appui sur une identité d'intérêt et une communauté de destin<sup>2</sup>. Pour les accompagner, on remarque la contribution d'un acteur dont le rôle à l'intérieur de toute stratégie de développement local tend à prendre à travers le monde une importance grandissante : l' élu local. Ce qui conduit à évoquer l'existence d'une nouvelle gouvernance locale. Dans le cas de Pikine, il s'agit de maires d'arrondissements. C'est en grande partie grâce à leur concours qu'il nous a été possible de rencontrer les femmes de l'un et l'autre des quelque dix-huit regroupements visités\*.

Lors de ces rencontres nous avons jugé opportun de recourir à une approche suggérée par un praticien américain du développement local disponible sur la toile<sup>3</sup>. Afin d'identifier les potentialités entrepreneuriales des femmes rencontrées, il s'agissait de voir dans quelle mesure elles satisfaisaient les exigences minimales requises pour s'assurer de la viabilité de leur entreprise. Ces exigences, en anglais, s'identifient par sept mots commençant par <M>

\_ *Market* (Marché) : quelles sont les informations dont les femmes disposent sur le marché du produit issu de leurs activités?

\_ *Mastery* (Savoir-faire) : quelles sont précisément les compétences des femmes dans le domaine d'activité privilégié?

\_ *Means* (Avoirs en argent disponibles) : sur quels appuis financiers les femmes peuvent-elles compter?

---

<sup>1</sup> *Bonne pratiques en matière de création d'emplois et de revenus décents pour les femmes : études de cas au Burkina Faso et au Sénégal*, Bureau International du Travail, Dakar, 2004.

<sup>2</sup> Op. Cit. P. 65.

\* L'un d'entre eux, à deux reprises, en présence des femmes de GIE différents, a tenu un discours étonnamment progressiste en faisant allusion à l'égalité entre les femmes et les hommes, et ce alors que la majorité des femmes présentes vivent une situation de polygamie...

<sup>3</sup> Miller, Forrest, *One minute Guide to Starting a Very Small Business: The Limonade Stand*. Courriel : wheatcountry@peoplepc.com

- \_ *Margin* (Surplus générés) : dans les conditions actuelles, quelle est l'importance des surplus en CFA générés par l'activité du GIE?
- \_ *Mandates* (Statut légal) : il s'agissait ici de s'informer si les regroupements des femmes étaient bien reconnus légalement.
- \_ *Management* (Management) : sans une saine gestion l'entreprise ne peut offrir de chances de pérennité. Ici il s'agissait de s'informer sur le fonctionnement de l'ensemble des fonctions du GIE : de la production à la mise en marché.
- \_ *Motivation* (Motivation) : dans les discussions que nous avons pu avoir avec ces femmes, la détermination à la base de leur action nous a paru déterminante. On ne pouvait trouver femmes plus motivées à tenter de sortir de leur état de pauvreté par leurs activités au sein de leur GIE.

Lors de ces rencontres, sans exception, les femmes ont fait part de leurs besoins en formation. Elles se sont montrées fortement intéressées à recevoir de la formation en alphabétisation, en informatique et sur les différentes fonctions de toute entreprise. Un tel programme de formation auquel devrait s'ajouter un encadrement minimum (fourniture d'information sur l'évolution du marché) s'avère une condition *sine qua non* de l'amélioration des conditions de vie de ces femmes. En effet, dans les conditions actuelles, très peu de GIE visités génèrent des revenus justifiant l'implication quotidienne des femmes dans ces activités de production. Leur engagement persistant, malgré l'absence de revenus significatifs s'explique à la fois par la volonté de s'en sortir et par leur désir d'apprendre à la faveur de l'expérience pratique. En somme, leur action au sein de leur GIE constitue une opportunité d'apprentissage.

## LES GIE RENCONTRÉS

1\_ Réseau des associations de femmes pour le développement de Guinaw Rail-Sud : situé dans Guinaw Rail Sud, ce réseau regroupe pas moins de 55 GIE impliquant 2000 femmes dont les activités se rapportent à la production de céréales<locales>, la teinture, le jardinage, l'artisanat. leurs problèmes : sous-financement et l'achat de fournitures;

2\_ Unité de teinture : situé dans le quartier de Guinaw Rail Sud, ce GIE composé de trente femmes s'adonne à des activités de teinture, (draps de lit, robes, nappes, pagnes de plage). Leurs problèmes se rapportent aux coûts des matières premières trop élevés), à l'assainissement du terrain;

3\_ Naimbmoabt (*Aide la famille*), situé dans le quartier de Guinaw Rail Sud, ce GIE, en existence depuis un an, réunit une dizaine de femmes. Il produit différents biens alimentaires dont le couscous à base de mil. Le coût élevé des matières premières, du moulin à mil et les capacités insuffisantes de stockage représentent leurs principaux problèmes;

4\_ Unité Savon : situé dans le quartier de Guinaw Rail Sud, ce GIE regroupe 51 femmes dont les activités consistent à fabriquer du savon et de l'huile de palme. Comme pour les autres GIE, le coût des matières premières leur pose problème ce à quoi s'ajoute l'insuffisance d'équipement;

5\_ Seltayomb : situé dans le quartier de Guinaw Rail Sud, ce GIE regroupe 65 femmes dont les activités principales sont la transformation de la tomate et de quelques autres fruits et légumes. Elles connaissent surtout des problèmes d'écoulement, leurs produits n'étant pas suffisamment compétitifs. L'emballage et le transport leurs causent également passablement de soucis;

6\_ Thiamégare Anglemousse : situé dans le Quartier de Thiaroye-sur-Mer, ce GIE comprend une cinquantaine de femmes qui oeuvrent dans le domaine de la teinture. Elles doivent acheter la teinture au Mali à un prix qu'elles considèrent élevé. Elles connaissent en plus des problèmes d'écoulement;

7\_ Sutura (*Garder toujours le secret*); situé dans le quartier de Thiaroye-sur-Mer et créé il ya seulement un an, ce GIE comprend une trentaine de femmes. Leurs activités consistent à transformer des céréales <locales>. À leur tour, elles font part de leur manque d'argent pour l'achat de matières premières et d'équipements adéquats;

8\_ EDE : situé dans le quartier Bbao, ce GIE comprend une quinzaine de femmes qui s'occupent à élever du poulet de chair. Le coût des aliments pour nourrir les poulets représentent leur principal problème ce à quoi s'ajoute l'importation d'Europe de cuisses de poulet gavés aux hormones;

9\_ Mutuelle d'épargne et de crédit des femmes de Pikine : situé dans Thiaroye Gare, comme son nom l'indique il s'agit d'un organisme créé en 1987 qui fournit des prêts aux GIE. Il touche ainsi plus de 600 GIE dont le nombre de membres moyen tourne autour de la vingtaine. Le manque de fonds pour répondre aux besoins constitue leur principal problème;

10\_ Garabdi Arbre : situé dans le quartier Yeumbeul sud, ce GIE réunit une douzaine de femmes dont les principaux produits sont les conserves et les céréales <locales>. L'insuffisance d'espace et de moyens financiers pour acheter la matière première comptent parmi leurs principaux problèmes;

11\_ Sopey Rassoul (*Qui aime essayer*) : situé dans le quartier de Yeumbeul Sud, ce GIE de 25 femmes œuvre dans le secteur de la teinture. Il leur manque d'espace, d'équipements et de moyens financiers de façon générale;

12\_ Ndaje (*Rassemblement*) : situé dans le quartier de Yeumbeul Sud, ses 22 membres produisent du couscous sénégalais. Les femmes ont exprimé un besoin de tables à séchage électriques, d'un gazinière pour bouillir l'eau et davantage d'espace;

13\_ Sope Dabath Trail : situé dans le quartier de Yeumbeul Sud, ce GIE comprend 62 femmes qui produisent des tissus teints et qui font aussi de la couture. Comme pour tous les autres GIE, le manque de fonds s'avère le problème principal;

14\_ Niakh Tedde (*Travailler et réussir*); situé dans le quartier Thiaroye-sur-Mer, ce regroupement informel de quelque 50 femmes a été créé il y a quatre ans afin de produire des sirops. Le manque d'équipement de base (marmites) représente leur principale contrainte;

15\_ Pentium Genba Trail: il s'agit d'une association de plusieurs groupes de Thiaroye-sur-Mer parmi lesquels le principal comprend 50 membres dont les activités se rapportent au séchage et à la transformation de poisson. Des problèmes de financement les empêchent de se procurer les équipements élémentaires tels que : râtaux, bassines, charrettes, tables etc;

16\_ Santyallah (*Remercie Dieu*), toujours à Thiaroye-sur-Mer, il s'agit d'un GIE de création récente après environ cinq années d'activités sans structure légale. Ces femmes s'activent à la transformation de poisson, de légumes et de fruit, à la restauration tout en s'impliquant un peu dans la teinture. Il leur manque un local pour pouvoir travailler toutes réunies, en plus d'afficher un besoin criant en outils de base;

17\_ Takkuligvey (*Semer et travailler*) : au nombre de 27 ces femmes de Thiaroye-sur-Mer ne sont pas encore constituées en GIE de façon formelle. Elles se regroupent seulement depuis neuf mois après avoir travaillé chacune pour soi en moyenne durant cinq ans dans le domaine de la teinture. Malgré un besoin criant d'un local qui les oblige à se rencontrer sur un terrain à ciel ouvert, leurs produits est d'une grande qualité. On peut dire sans exagérer qu'il leur manque de tout mis à part la compétence et la volonté de réussir;

18\_ Fekhbeugjam (*Souhaite la paix*) et Bokkjom (*Voie sacrée*), ces deux regroupements réunissent pas moins de 300 femmes et donnent emplois à 80 hommes sous leurs ordres. Ils occupent l'une des plus grandes entreprises de transformation de poisson du grand Dakar. L'insuffisance d'équipement constitue leur principal facteur qui limite leur progression.

Mis à part les deux regroupements impliqués dans le séchage et la transformation de poisson de Thiaroye-sur-Mher et un GIE bien établi dans la teinture qui permet à ses membres de toucher environ 10 000 CFA (25\$Can) par mois, tous ces GIE génèrent des revenus trop faibles pour que l'on puisse parler de salaires véritables.

## QUELQUES TÉMOIGNAGES

Mère de huit enfants et épouse d'un homme devenu chômeur suite à la faillite de son employeur, Mamoup espère retirer un revenu significatif de son regroupement pour compenser l'absence de revenu de son époux;

Pour sa part, Kany, mère de cinq enfants, signale qu'elle a besoin de revenus non seulement pour le mieux-être de ses enfants mais pour rencontrer les exigences sociales qui s'imposent à toute femme comme celle de devoir s'acheter un nouveau boubou et des bijoux pouvant totaliser 5000 CFA lorsque se présente la nécessité de participer à un événement social (enterrement, baptême, mariage, etc). *Au Sénégal ce n'est pas possible d'assister à de tels événements sans porter un nouveau boubou* nous a-t-elle dit;

De son côté, Dieymaba, 37 ans et mère de pas moins de dix enfants, attend retirer des revenus significatifs de son implication au sein de son regroupement. En attendant, elle avoue en tirer de précieux liens de solidarité et d'entraide;

Quant à Fatou, mère de huit enfants, ambitionne rien de moins qu'un avenir radieux pour chacun de ses enfants. Entre-temps, elle aussi a fait part de sa satisfaction de pouvoir miser sur un réseau d'entraide dont l'apport lui est précieux. En faisant allusion aux nouveaux rôles dévolus à chaque sexe, elle affirme : *Maintenant les hommes sont des femmes et les femmes sont des hommes* fait-elle observer pour signaler que les hommes peuvent très bien garder le foyer pendant que les épouses travaillent auprès de leur regroupement;

Mère de neuf enfants, Rakhadiatou soutient que son activité à l'intérieur de son regroupement l'aide à mieux éduquer ses enfants. Les choses se présenteront encore mieux lorsque de véritables revenus pourront être générés.

À son tour, MBengue, mère de huit enfants, affirme que les femmes doivent se positionner comme si elles étaient des hommes. *J'aimerais mettre sur pied une caisse de solidarité pour faire face aux besoins lors de maladie et autres besoins urgents* à t-elle affirmé, convaincue que le sort des femmes est entre leurs mains.

## MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT ET SOURCES D'APPUI

Le Sénégal s'enorgueillit, non sans raison, d'avoir créé en 2001 un ministère consacré à l'aide à l'entrepreneuriat féminin. Nous avons pu ainsi rencontrer la conseillère technique no 1 de ce ministère, soit Mme Salimata Ba qui nous a décrit les modalités de fonctionnement du Fonds institutionnel pour l'entrepreneuriat féminin. Suite à cette rencontre, nous avons pu en savoir davantage en rencontrant Mme

Awa Paye Guye qui nous a fourni tous les détails sur les exigences et les attentes liées à ce fonds. Lors de notre rencontre avec la Mutuelle d'épargne et de crédit des femmes de Pikine nous avons pu prendre connaissance d'un document contenant la demande du maximum admissible à ce fond soit 50 M de CFA.

Une rencontre avec M. Oumar Diop du ministère de l'emploi nous a permis de nous informer sur un type d'organisme dont la mise sur pied serait d'un apport très précieux pour répondre à certains besoins d'encadrement des GIE de femmes. Il s'agit des Centres d'initiatives à l'emploi local (CIEL) que notre interlocuteur souhaite établir partout sur l'ensemble du territoire couvert par le grand Dakar. Hélas, au moment de l'entrevue aucun montant n'était disponible pour l'implantation de tels centres.

Une visite au Bureau International du Travail nous a permis de faire une rencontre fort précieuse en la personne de Fatime Christiane N'Diaye. Ses propos sur les GIE de Pikine, complétés par le document dont elle est l'auteure, nous ont été d'un précieux apport pour la bonne compréhension de la condition féminine qui conduit les femmes à faire de grands efforts pour se sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Mme N'Diaye nous a également entretenu sur le programme FORCE concernant le renforcement des capacités des coopératives. Cette rencontre fut succédée par celle avec M. Éric Sylvestre qui a brossé un tableau général du programme GERME (*Gérez mieux votre entreprise*).

Trois rencontres avec autant de maires d'arrondissements différents ont pavé la voix au choix des GIE à rencontrer.

Une autre rencontre nous a été très précieuse pour obtenir un meilleur éclaircissement sur l'ensemble de la situation du micro-crédit et sur les conditions pré-requises pour assurer la chance de succès de toute forme d'entrepreneuriat. Il s'agit de la rencontre avec M. Diedhiou créateur de l'Association *Action Plus* qui fournit du crédit à de petites entreprises sur l'ensemble du territoire sénégalais. Bien conscient de la situation des regroupements des femmes de Pikine, M. Diedhiou a souligné la nécessité pour ces femmes de mieux se concentrer sur leurs fonctions de production en visant la meilleure qualité possible et en laissant le soin de la vente à d'autres entreprises spécialisées pour ce faire. S'il est nécessaire de bien prendre en compte les sept <M> signalés par Forrest Miller avant de s'engager dans la production d'un bien quelconque, il importe, selon M. Diedhiou, de laisser la vente entre d'autres mains après avoir bien pris conscience de l'existence d'un marché et de l'état de la concurrence. Quant à l'aide à l'alphabétisation, M. Diedhiou insiste pour que celle-ci se fasse de façon intégrée, c'est-à-dire le plus <pratico-pratique> possible, en faisant les liens avec les activités des femmes plutôt que de donner une formation de type plus général.

Quelques GIE ont avoué avoir reçu une assistance financière de la part d'ENDA, une importante ONG bien présente au Sénégal, mais la majorité affirme n'avoir encore rien reçu, mis à part une forme d'assistance de leur réseau, tout en se sachant éligibles au Fonds institutionnel à l'entrepreneuriat féminin. Cependant, deux GIE admettent avoir reçu un appui du Fonds canadien à l'initiative locale. Pour en savoir davantage sur ce dernier fonds, nous avons rencontré M. Gaston Tisdell, coordonnateur du FCIL pour l'ambassade du Canada afin de mieux comprendre les modalités d'opération. Il nous est apparu que plusieurs des GIE rencontrés seraient éligibles à l'obtention d'une subvention pouvant atteindre les 3 millions de francs CFA.

## CONCLUSION

Aider les femmes réunies au sein de GIE c'est peut-être avant tout aider leurs enfants qui, faut-il le souligner, sont très nombreux, on en veut pour preuve les quelques témoignages signalés (cf. infra). En effet, comme le signale Fatime Christiane N'Diaye, la société sénégalaise étant fortement attachée au mariage, valorise la femme féconde. La plupart des femmes rêvent de marier leurs adolescentes avec

l'espoir qu'elle auront une forte progéniture. Pour les plus pauvres, en plus de la reconnaissance sociale procurée, le mariage devient un instrument de survie économique. Cependant, comme nous l'avons perçu nous-mêmes lors de nos entretiens, elles sont de plus en plus nombreuses les femmes qui estiment que <compter sur les hommes> n'est pas rassurant et, en conséquence, il leur faut trouver des stratégies féminines autonomes pour sortir durablement de la pauvreté<sup>4</sup>. Ce qui explique leur persistance à demeurer au sein de leurs GIE, lesquels, il faut bien l'avouer, leur rapportent actuellement fort peu.

À l'origine des regroupements, ici comme ailleurs en Afrique de l'Ouest, se trouvent les tontines (regroupements rotatifs d'épargne) qui servent à financer les activités des femmes au sein de l'économie informelle. Chacune acceptant de verser un pécule sur une base mensuelle chaque tontine est tributaire du remboursement auquel ne manque presque jamais les participantes. C'est ici que le bât blesse car les plus pauvres, face au danger de ne pouvoir rembourser les prêts fournis, s'en tiennent éloignées. Pour aussi utile qu'il soit, ce système d'épargne collectif demeure très limité et offre peu de possibilités aux femmes de vraiment s'émanciper au plan économique.

Parallèlement au système des tontines, il existe des possibilités de recours au micro-crédit. Mais le principe voulant que l'on ne prête qu'aux riches joue ici comme partout ailleurs. Pour y avoir accès, les regroupements de femmes doivent faire la preuve de leur solvabilité, une exigence impossible pour la presque totalité des GIE que nous avons rencontrés qui, de toute façon, auraient bien du mal à faire face au taux d'intérêt exigés. Il ne faut pas oublier que si les femmes sont de bonnes débitrices c'est souvent au prix de grands sacrifices pouvant obliger le recours à des prêts à des taux usuriers. Elles sont alors aux prises avec le cercle vicieux infernal qui s'en suit dont, hélas, la prostitution, comme nous l'a avoué Mme F. C. N'Diaye devient une issue parfois incontournable. Il importe donc d'aider ces femmes qui font la preuve d'une grande détermination et de compétences évidentes.

De nos rencontres avec les femmes concernées et de nos entretiens avec des représentants d'institution qui font partie de leur environnement, il se dégage qu'à Pikine à tout le moins, il existe à n'en pas douter, un fort potentiel d'entrepreneuriat féminin. Il se fait des choses et ce depuis déjà quelques années. Le fameux principe voulant que l'on doit d'abord s'aider pour qu'ensuite le ciel fasse sa part, doit trouver sa vérité ici. Les femmes ont fait et continuent de faire leur part. À d'autres maintenant de faire la leur. Le terrain est favorable à toute initiative de soutien.

Les femmes des GIE sont parfaitement conscientes de leurs faiblesses, limites ou contraintes et ne s'en cachent pas. En présence de programmes de formation, elles feraient preuve de la même détermination qu'elles démontrent dans la pratique quotidienne de leurs activités professionnelles sans qu'elles négligent pour autant leurs tâches familiales. Les besoins exprimés se rapportent d'abord, nous l'avons déjà signalé, à l'alphabétisation, en français comme en wolof. Viennent ensuite des besoins sur tous les aspects entourant la gestion d'une entreprise. Sans vouloir en faire des gestionnaires accomplies, il importe que la plupart d'entre elles soient initiées au Ba ba du monde de l'entreprise. Ceci, quitte à ce que certaines d'entre elles, suivant leurs capacités intellectuelles, approfondissent certains domaines les rendant aptes par la suite à en faire profiter certaines de leurs consœurs. De cette façon, elles assureraient une bonne continuité en évitant la formation de petits pouvoirs à travers la spécialisation de quelques unes alors que la majorité serait tenue à l'écart de certains savoirs ou compétences.

À l'instar de ce que fait la Fondation Paul Gérin-Lajoie au Bénin, il apparaît opportun d'implanter un programme similaire pour les GIE de Pikine. Le programme en question prendrait ainsi la forme d'un parcours intégré que suivraient les femmes en améliorant leurs connaissances en alphabétisation, en gestion ainsi que sur la façon d'améliorer la qualité de leurs produits. En fait, ce dont il s'agit c'est de fournir une assistance continue sur une longue période au lieu de se contenter d'interventions parcellaires

---

<sup>4</sup> Op..Cit. p. 55.

et limitées à la fois dans le temps et dans les actions favorisées. C'est pourquoi nous tendons à favoriser un processus d'accompagnement pouvant s'étendre sur une période allant de trois à cinq ans pour s'assurer d'obtenir les résultats désirés.

Enfin, dans le but d'accompagner l'évolution des entreprises ainsi consolidées, on pourrait procéder à l'implantation de structures d'appui aux entreprises locales. Ainsi, à l'instar de ce qui se fait partout à l'intérieur de toute stratégie de développement local, des organismes de type Centre d'initiative pour l'emploi local, sans exiger des fonds très élevés, pourraient accompagner l'évolution des entreprises féminines engagées dans ce parcours de formation intégrée..

Il nous reste à espérer que, sur la base de nos observations, des bailleurs de fonds puissent percevoir l'existence de conditions favorables à l'essor d'une telle forme d'entrepreneuriat dans les quartiers les plus pauvres de Pikine. Car, contrairement à ce qui s'observe trop souvent, ici tout n'est pas à faire car de nombreuses femmes de Pikine ont déjà franchi un grand fossé en osant s'engager dans l'action malgré des moyens très limités. Elles ont appris beaucoup. Elles peuvent apprendre encore bien davantage pour autant que l'on en offre la possibilité.

André Joyal

Consultant pour la Fondation Paul Gérin-Lajoie, direction Afrique: projet SACO

Dakar 18 février 2005.